

Soudanais torturés: Charles Michel rejette tout "chantage", Reynders et Peeters attendent l'enquête



"Le chantage ne m'impressionne pas", a déclaré Charles Michel (MR) - © THIERRY ROGE - BELGA

Le Premier ministre Charles Michel a affiché lundi une position "ferme" vis-à-vis des quatre partis de la coalition gouvernementale, toujours agitée par la question du sort réservé à des Soudanais après leur rapatriement, rejetant notamment tout chantage ou toute provocation venant de l'opposition ou de la majorité.

"Le chantage ne m'impressionne pas, les menaces non plus, ni les provocations", a-t-il affirmé au micro de la radio privée Bel-RTL, dont il était l'invité matinal.

Charles Michel (MR) était interrogé sur les propos tenus dimanche par le président de la N-VA, [Bart De Wever, qui a lancé un avertissement à ses partenaires de la majorité fédérale](#): si son secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Theo Francken, doit démissionner, le parti nationaliste quittera également le gouvernement.

Le Premier ministre a aussi dénoncé les "provocations" exprimées par le député Eric Van Rompuy (CD&V), qui a affirmé dimanche lui aussi que Charles Michel était devenu la "marionnette" de la N-VA.

"La question de la migration, la question de l'asile méritent bien mieux que des querelles d'egos, petits ou grands", a lancé le chef du gouvernement fédéral, en rappelant l'engagement de son équipe de "protéger nos frontières (...) de façon humaine" et dans le respect des obligations européennes et internationales en matière de migration.

Il faudra s'habituer à ce genre de déclarations toute l'année

A l'entrée du bureau du MR ce lundi, le ministre des Affaires Etrangères Didier Reynders a déclaré que "le Premier ministre a été clair, on attend l'enquête". "Nous sommes dans une année électorale, il faudra s'habituer à ce genre de déclarations toute l'année. Personne n'est intouchable au sein du gouvernement fédéral".

Ce lundi matin, à son arrivée au bureau de parti de la N-VA, [Bart De Wever a assuré qu'il "ne faisait chanter personne"](#).

Le MR pour une politique migratoire juste et ferme

Olivier Chastel, le président du MR a réagi sous forme de communiqué en rappelant que la politique migratoire menée est celle voulue par le MR. *"Pour nos détracteurs, la seule alternative est donc une régularisation massive de ceux qui refusent de demander l'asile ou qui en sont déboutés. Nous y sommes fermement opposés et nous ne voulons pas d'une jungle de Calais bis en Belgique, sur la route de la Grande-Bretagne"*, explique Olivier Chastel.

"Dans le contexte que nous connaissons, il est normal qu'un Etat sache qui est sur son territoire et identifie les personnes qui s'y trouvent. Les règles doivent être respectées. Si une demande d'asile n'est pas déposée ou est refusée, seule une politique de retour s'applique, volontaire puis forcé si besoin. A chaque retour, les dossiers sont toujours examinés au cas par cas par l'administration, notamment pour évaluer les risques de mauvais traitements au regard de l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Comme l'indique la note du CGRA relative au Soudan, lorsque les retours ne sont pas impossibles pour l'ensemble d'un territoire mais seulement pour certaines régions, cet examen se fait sur base du dossier de la personne et donc des éléments de preuve apportés par celle-ci".

Laisser tomber le gouvernement, c'est jouer avec le feu

Le vice-Premier ministre CD&V Kris Peeters a prévenu lundi que toute personne laissant tomber le gouvernement maintenant joue avec le feu. A *"ceux qui jouent avec l'idée d'élections anticipées"*, il renvoie aux chiffres de la croissance économique et aux créations d'emploi. *"Le gouvernement fédéral doit continuer à travailler dur et j'y apporterai ma contribution"*, a-t-il déclaré lundi dans De Ochtend, sur la VRT-radio.

Kris Peeters estime qu'on crée *"beaucoup de perception"* dans le dossier. Il rappelle que le comité ministériel restreint a décidé de demander une enquête sur les tortures potentielles et que le secrétaire d'Etat Theo Francken et le vice-Premier ministre N-VA Jan Jambon étaient présents à cette réunion. Kris Peeters estime qu'il faut attendre les résultats de l'enquête, et qu'il faudra y donner les suites nécessaires, même s'il ne souhaite pas tirer de conclusions trop rapides.

Les déclarations du président de la N-VA, Bart De Wever, liant le sort du gouvernement fédéral à celui du secrétaire d'Etat Theo Francken sont *"inouïs pour quelqu'un qui participe au gouvernement"*, a commenté lundi matin le ministre d'Etat Mark Eyskens, interrogé à son arrivée au bureau du CD&V. Il serait toutefois *"prématuré"* de parler de véritable atmosphère de crise, tempère l'ancien Premier ministre.